

## NOTIFIE LE

- 4 AOUT 2022

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté – Eaglité - Fraternité

Arrêté mis en ligne le 5 août 2022

Pôle aménagement, ingénierie, services techniques/CS

## ARRETE DU MAIRE DE LIBOURNE

## Le 3 août 2022

ST/A-2022-480

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu la loi du 2 mars 1982.

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à Madame Laurence ROUEDE, 1ère adjointe déléguée à la coordination générale de l'activité municipale, aux ressources humaines, à l'urbanisme et au foncier, par l'arrêté en date du 26 mai 2020,

Vu la demande présentée par I.TEC sise ZA Camparian Nord 33870 VAYRES pour le compte de ORANGE dans le cadre de travaux de réalisation de conduite Télécom 123 avenue de l'Epinette.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

## ARRETE:

ARTICLE 1° - Le lundi 8 août 2022, le stationnement sera interdit 123 avenue de l'Epinette, au droit du chantier. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

ARTICLE 2° - Le lundi 8 août 2022, la circulation sera alternée par piquets K10 avenue de l'Epinette, au droit du chantier.

ARTICLE 3° - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

**ARTICLE 4°** - La signalisation nécessaire sera mise en place par l'entreprise.

**ARTICLE 5°** - Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6° - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- D'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
  - ✓ D'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le trois août deux mille vingt-deux.

Dur le Maire et par (lélégation l'adjointe déléguée duraine de l'activité municipale, burges humaines, à l'urbanisme et au foncier

l